

2014 : Centenaire d'en haut, Centenaire manqué ?

Par Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, EHESS

Parler d'un « Centenaire d'en haut », c'est évidemment commettre une simplification abusive conduisant à dirimer trop brutalement les diverses manifestations du Centenaire lui-même. Ainsi par exemple, comment situer les expositions des grandes institutions publiques, comme celles organisées par les Archives nationales, la BNF, ou encore le Musée national des Invalides ? Où ranger cette belle et grande réalisation qu'est « l'anneau de la mémoire » de Notre-Dame-de-Lorette, dû à l'architecte Philippe Prost ? Car s'il s'agit bien ici d'une initiative régionale, issue d'une idée proposée par un historien local (Yves Le Maner), celle-ci s'est vue projetée dans le « Centenaire d'en haut » dès lors que le monument fut inauguré par le Président de la République, et qu'en outre son inauguration se vit retransmise en direct et intégralement sur France 2.

A coup sûr pourtant, il me semble que le « Centenaire d'en haut » reste bien identifiable dans les émissions de télévision de très grande audience¹ et, de toute évidence, dans les cérémonies nationales et internationales mises en œuvre par le pouvoir d'Etat². C'est à celles-ci que je souhaiterais m'en tenir dans le cadre très restreint de cette contribution. Son titre, on l'aura compris, l'inscrira dans une tonalité très critique.

Avant même l'ouverture du Centenaire, on pouvait s'inquiéter que celui-ci ne disposât pas réellement d'un concept³. Il « fallait » commémorer, la commémoration allait en quelque sorte de soi. Mais *pour dire quoi* ? Cette question, assurément très difficile, n'a pas été réellement posée à l'origine. Chassée par la porte, elle est donc revenue par la fenêtre, mais sous la forme d'un vide : le vide de la parole politique depuis l'ouverture officielle du Centenaire, le 7 novembre 2013. *Vide* et non pas

¹ Le paysage est ici indiscutablement dominé par « Apocalypse, la Première Guerre mondiale », d'Isabelle Clarke et Daniel Costelle, dont les cinq épisodes ont été diffusés entre le 18 mars et le 1^{er} avril 2014. La diffusion des deux premiers d'entre eux a réuni le 18 mars six millions de téléspectateurs.

² Celles-ci se sont étalées du 7 novembre 2013, date de lancement officiel du Centenaire par le Président de la République, jusqu'aux célébrations du 11 novembre 2014, à Paris le matin, dans le Nord-Pas-de-Calais l'après-midi.

³ Pour un point de vue plus détaillé sur cette question, nous nous permettons de renvoyer à notre article : « La Grande Guerre en France, aujourd'hui », *Etudes normandes*, 2014/2, p.7-14.

absence, tant il est vrai que cette parole, très pauvre de contenu, n'en a pas moins été surabondante.

A cette première faiblesse touchant au déficit conceptuel – faiblesse fondamentale qui s'est révélée irrattrapable ensuite – s'est ajoutée la percussive du calendrier commémoratif de la Première Guerre mondiale par celui du 70^e anniversaire de la Libération⁴. Un encombrement commémoratif évident en a directement procédé, dont témoignent les événements du printemps, de l'été et de l'automne 2014. Les cérémonies se sont ainsi succédées sans interruption à partir du 6 juin (débarquement de Normandie) jusqu'au 11 novembre 2014 : 28 juin (assassinat de l'archiduc à Sarajevo), 14 juillet (dédié à toutes les nations belligérantes de 1914-1918, le défilé étant précédé de soldats en costumes d'époque et conclu par un ballet de jeunes Européens libérant des colombes de la paix), 31 juillet (assassinat de Jaurès), 1^{er} août (annonce de la mobilisation française), 3 août (déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, commémorée en Alsace à l'Hartmannswillerkopf), 4 août (violation des frontières de la Belgique, commémorée dans la ville de Liège où s'est rendu ce jour-là le Président François Hollande), 15 août (débarquement de Provence), 25 août (Libération de Paris), 12 septembre enfin (bataille de la Marne, avant-dernière commémoration avant le point d'orgue du 11 novembre).

Les effets d'une telle surcharge, d'une telle redondance, n'ont été que trop évidents en termes de dilution de la parole présidentielle (ainsi que de celle du Premier ministre, devenu à peu près inaudible sur la Marne le 12 septembre). S'est produit également un affaiblissement progressif de la présence internationale en France : celui-ci est sensible dès le 3 août, qui voit la venue en Alsace du président allemand Joachim Gauck et non celle de la chancelière Angela Merkel (qui, en revanche, s'était rendue à Paris devant la tombe du soldat inconnu à la date du 11 novembre 2009). Le phénomène est plus sensible encore le 11 novembre, à Paris puis à Notre-Dame-de-Lorette, où aucun représentant européen de premier plan n'a cru bon de faire le déplacement.

La parole et les rituels alors déployés par le pouvoir politique appellent deux remarques. Tout d'abord, il est frappant d'observer à quel point les historiens regroupés dans le conseil scientifique de la Mission du Centenaire, présidé par Antoine Prost, ont été tenus à l'écart de l'élaboration des discours présidentiels. Il ne s'agit nullement ici de dire que les historiens eussent dû être en charge des discours commémoratifs de l'année 2014 : en dernière instance, ces derniers sont bien de la responsabilité du pouvoir politique et de lui seul. Mais force est de constater que cette mise à l'écart historique n'a pas été compensée par un travail poussé d'élaboration de la part du cabinet⁵ du Président de la République.

S'expliquent mieux, dès lors, des contenus à la fois approximatifs (ainsi ce chiffre étonnant de dix-huit millions de morts de la guerre donné par le Président de

⁴ Au risque de simplifier, disons que ce « regroupement » mis en œuvre à l'automne 2012, très critiqué notamment par plusieurs historiens spécialistes de l'un ou l'autre conflit, avait pour objectif de reprendre le contrôle de la Mission du Centenaire, constituée antérieurement à l'élection présidentielle et au changement de majorité.

⁵ On songe en particulier à sa plume principale, Pierre-Yves Bocquet, spécialiste de rap américain sous le pseudonyme de Pierre Evil.

la République au début de son discours du 11 novembre à Notre-Dame-de-Lorette⁶) et aussi très décevants sur le fond. L'ouverture du Centenaire, le 7 novembre 2013, fut avant tout un long et fastidieux catalogue ; le 3 août, en Alsace, le contraste était cruel entre les discours des Présidents français et allemand, au désavantage du premier ; le discours du 11 novembre à Notre-Dame-de-Lorette fut plus décevant encore, du fait d'une absence criante de toute idée directrice. Il est vrai que le pire avait été atteint sur la Marne le 12 septembre : le Premier ministre (dont le cabinet avait été pris de court, il est vrai⁷), prononça ce jour-là une allocution qui n'eût pas déparé lors des années 1950 : la France avait stoppé « l'invasion allemande », déclama Manuel Valls, lancé dans un long récit héroïque d'une bataille dans laquelle l'orateur croyait discerner la marque du « génie français ». La leçon de l'affrontement était limpide : « Un grand pays ne renonce pas », tant il est vrai que « la France est forte quand elle sait se rassembler sur l'essentiel ». Tel était, paraît-il, le « message des soldats ».

Cette faiblesse discursive n'a malheureusement guère été compensée par les rituels commémoratifs. Comment ne pas songer ici, en particulier, à la manière dont le Président de la République a inauguré « l'anneau de la mémoire » ? Au plan national comme international, ce dernier constitue à ce jour le plus grand sanctuaire commémoratif consacré aux morts de la Première Guerre mondiale. Il représente en outre une innovation majeure – sinon une sorte de rupture anthropologique – dans la tradition commémorative de la Grande Guerre, à travers l'inscription dans le métal, par ordre alphabétique et sans distinction de nationalité, des 580.000 noms de combattants tombés dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1914 et 1918. A cette occasion, apparut en pleine lumière toute la difficulté du chef de l'Etat – de la République elle-même, sans doute aussi – avec le *sacral* : là où une exigence de silence avait été explicitement requise par le protocole d'inauguration préparé par la Mission du Centenaire, le Président a parcouru cet immense sanctuaire d'un type nouveau comme s'il inaugurait un équipement public quelconque, devisant avec son entourage, plaisantant parfois. Bref, en passant tout à fait à côté de la dimension tragique du lieu, du moment, du monument lui-même. La manière de s'adresser aux trois étudiants anglais, français et allemands placés à côté de l'un des 580.000 noms fut à l'avenant. Ces derniers représentaient ce jour-là plus qu'eux-mêmes : mais face à chacun d'eux, la parole présidentielle s'apparenta à celle que l'on entend généralement lors d'une visite politique ordinaire; elle n'était tout simplement pas adaptée à la solennité du lieu et des circonstances.

En conclusion, peut-être faut-il admettre que le « Centenaire d'en haut », tellement attendu, fut tout simplement manqué au cours de cette année 2014. Celle-ci était pourtant l'année décisive, car on imagine mal quel rattrapage serait possible lors de la séquence ouverte en 2015, et qui ne devrait s'achever qu'en 1919. Faut-il

⁶ Ce quasi doublement du bilan habituel est dû à une tentative d'adjoindre aux morts militaires la surmortalité civile, grâce, sans doute, à l'utilisation imprudente d'une notice Wikipédia visiblement fautive.

⁷ Il semble que conscient du surcroît d'exposition du Président de la République dans les commémorations intervenues depuis le printemps, la responsabilité de la cérémonie sur la Marne ait été rétrocédée très tardivement au Premier Ministre, en outre occupé à la préparation de sa déclaration de politique générale du 16 septembre 2014.

s'en consoler en songeant qu'un tel échec fut compensé par la réussite, difficilement discutable, du « Centenaire d'en bas » ?

Janvier 2015

